

Procès-verbal de l'Assemblée Générale 2012

Hérouville Saint Clair (14), le 23 mars 2013

Nombre d'adhérents 2012 : 242
Nombres de présents votants : 32
Nombre de pouvoirs : 78

L'an deux mille treize, le 23 mars à 10h00, l'assemblée générale ordinaire 2012 de l'ACRO s'est réunie à Hérouville Saint Clair (14), sous la Présidence de **M. David BOILLEY**.

Le président constate que personnes possédant le droit de vote sont présentes, additionnées des pouvoirs (5 maximum par personne), le nombre total de voix est de : 110
L'assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer.
L'ordre du jour est annoncé :

- Rapport financier 2012 et prévisionnel 2013
- Rapport moral 2012
- présentation des activités 2012
- Perspectives et Questions diverses
- Election du Conseil d'administration

RAPPORT MORAL

L'année 2012 a été une année de transition. En 2011, nous avons décidé de mettre entre parenthèse une partie de nos activités habituelles pour pouvoir faire face à une situation exceptionnelle générée par la catastrophe de Fukushima. Le soutien aux populations japonaises exposées aux retombées de la catastrophe s'est poursuivi en 2012 et deux ans après, nous avons effectué presque 600 analyses sur des échantillons en provenance du Japon.

La souscription que nous avons lancée pour pouvoir ouvrir un laboratoire similaire au nôtre a aussi été un grand succès. Une association a été créée durant l'été 2012, en présence d'un représentant de l'ACRO : elle s'appelle Chikurin. La fabrication du détecteur que nous avons commandé a, quant à elle, pris du retard suite à une forte demande et un problème chez le fournisseur. Nous avons donc acheté un détecteur d'occasion qui a été installé en 2013. In fine, Chikurin, sera équipée de 2 détecteurs très performants qui prendront le relais. L'ACRO restera partenaire et continuera à fournir un soutien technique.

En plus de cette activité extraordinaire, nous avons repris une activité normale en France, avec l'observatoire citoyen et les études. Cela s'est traduit par un surplus de travail pour l'équipe salariée que je remercie pour son dévouement et son efficacité. Nous y reviendrons lors de la présentation du rapport d'activité.

Le travail dans les Commissions Locales d'Information (CLI) et les structures de concertation au niveau national se poursuit et demande beaucoup de temps. Un exemple particulier sera présenté lors de cette assemblée générale, comme nous le faisons chaque année.

La catastrophe de Fukushima a donné à l'association une plus grande visibilité internationale. L'association est aussi de plus en plus sollicitée par les médias. Cela demande donc du travail supplémentaire, tant pour les salariés que les bénévoles.

Nous avons aussi mis en place une formation pour les préleveurs volontaires qui participent à l'observatoire citoyen de la radioactivité. Cela a été un grand succès et nous comptons donc renouveler l'opération.

L'année 2013 devrait voir l'arrivée d'un nouveau détecteur, parmi les plus performants du marché. Cela va nous permettre d'étendre nos capacités d'investigation. Nous allons pouvoir analyser plus rapidement les échantillons de l'observatoire citoyen et élargir nos investigations. En fin d'AG, je vous proposerai donc de débattre des priorités pour cet élargissement.

Enfin, l'année 2013 sera marquée par le débat national sur le projet d'enfouissement des déchets radioactifs. L'ANDRA veut passer d'un laboratoire de recherche à un site d'enfouissement. Nous sommes donc à un tournant majeur qui risque d'être irréversible. En parallèle, rien n'est réglé au Centre de Stockage de la Manche. Lorsque nous débattons des perspectives pour l'année 2013, il nous faudra aborder ce point afin d'aider au positionnement de l'association sur ce sujet difficile.

PREMIERE RESOLUTION :

Le rapport moral 2012 est adopté à l'unanimité

RAPPORT FINANCIER :

Il est procédé à la distribution de documents comptables, lesquels sont présentés et commentés.

- bilan 2012 proposé (et comparaison avec 2011),
- compte de résultat 2012 proposé (et comparaison avec 2011),
- prévisionnel 2013 proposé,
- détails des résultats depuis 2006,

Bilan **2012** proposé et voté lors de l'AG du 23 mars 2013

A C T I F					P A S S I F		
POSTE	EXERCICE 2012			2011	POSTE	EXERCICE	EXERCICE
	BRUT	AMT/PROV	NET	NET		2012	2011
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					<i>Fonds associatif</i>	13 914	13 914
<i>Licences logiciels</i>	637	637			<i>Réserves</i>	8 638	8 638
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					<i>Report à nouveau</i>	38 837	32 789
<i>Installations techniques, matériels</i>	86 704	82 292	4 412	6 280	Résultat de l'exercice	5 159	6 048
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	20 817	19 091	1 726	3 058	<i>Provisions réglementées</i>		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					<i>Provisions pour charges</i>		
<i>Autres participations</i>			298	298	<i>Subvention d'investissement</i>		
<i>Titres immobilisés</i>					TOTAL (1)	66 548	61 389
<i>Autres immobilisations financières</i>	1 862		1 862	1 862	AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL (1)	110 318	102 020	8 298	11 498	<i>Fonds dédiés</i>	7 145	39 020
ACTIF CIRCULANT					<i>Provisions pour risques</i>	7 145	39 020
STOCKS					DETTES		
<i>Approvisionnements</i>					<i>Emprunts et dettes / établisst bancaire</i>		
CREANCES					<i>Emprunts particuliers</i>		
<i>Clients et comptes rattachés</i>	3 679		3 679	16 573	<i>Avances et acomptes reçus/ commandes</i>	8 185	7 310
<i>Autres créances</i>	10 888		10 888	9 278	<i>Dettes fournisseurs & cptes rattachés</i>		
DIVERS					<i>Dettes fiscales et sociales</i>	43 446	45 101
<i>V.M,P</i>					<i>Autres dettes</i>	33 610	
<i>Disponibilités (caisse, banque, ccp)</i>	137 241		137 241	116 831	<i>Produits constatés d'avance</i>	2 799	4 211
<i>Charges constatées d'avance</i>	1 626		1 626	2 852	TOTAL (3)	88 041	56 622
TOTAL (2)	153 434		153 434	145 535	TOTAL GENERAL (1+2+3)	161 733	157 032
TOTAL GENERAL (1 + 2)	263 752	102 020	161 733	157 032			

Exercice 2012

proposé et voté lors de l'AG du 23 mars 2013

DEPENSES	2012	2011	RECETTES	2012	2011
60 - Achats	32 945 €	19 035 €	70 - Ventes produits finis, prestations services	121 420 €	106 324 €
achats d'études, analyses et prestations	5 441 €	392 €	produits des activités annexes	13 520 €	33 897 €
achats non stockés de matières (N₂ liquide)	4 722 €	3 628 €	<i>Abonnement / vente journaux</i>	3 674 €	3 639 €
Fournitures non stockables (eau, énergie, gaz)	4 232 €	3 912 €	<i>autres (démarche participative, conférences ...)</i>	9 846 €	30 258 €
fournitures d'entretien et petit équip.	11 321 €	8 492 €	prestations de services	107 899 €	72 427 €
fournitures administratives	2 803 €	2 610 €	<i>Etudes et surveillances</i>	65 637 €	38 712 €
autres dépenses	4 425 €		<i>Ventes d'analyses et autres prestations</i>	19 787 €	16 852 €
			<i>Dépistage du radon (arrêté du 22 juillet 2004)</i>	22 475 €	16 863 €
61 - services extérieurs	17 891 €	17 838 €	74 - Subventions	125 092 €	149 393 €
locations mobilières et immobilières	15 719 €	15 707 €	Subventions de fonctionnement	7 262 €	6 042 €
entretien et réparations	300 €	369 €	<i>Communes</i>	4 662 €	3 542 €
assurances	1 629 €	1 536 €	<i>Départements</i>	2 600 €	2 500 €
documentation	244 €	226 €	Subventions d'actions spécifiques (France)	117 000 €	112 000 €
			Collectivités territoriales	32 000 €	32 000 €
62 - Autres services extérieurs	27 128 €	30 517 €	<i>Départements</i>	9 000 €	9 000 €
rémunérations intermédiaires et honoraires	8 151 €	7 958 €	<i>Régions</i>	23 000 €	23 000 €
publicité, publications	5 329 €	5 841 €	Etat	40 000 €	40 000 €
déplacements, missions et réception	10 271 €	12 933 €	<i>Ministère de l'Ecologie et du Dév. Durable</i>	40 000 €	40 000 €
frais postaux et de télécom	3 090 €	3 493 €	<i>Ministère Français des Affaires Etrangères</i>	- €	- €
services bancaires	288 €	291 €	Autres	45 000 €	40 000 €
divers	- €	- €	<i>Autorité de Sécurité Nucléaire</i>	45 000 €	40 000 €
63 - Impôts et taxes	5 322 €	6 256 €	Subventions d'actions spécifiques (Japon)	- €	30 000 €
			<i>Région Ile de France</i>	- €	30 000 €
64 - Charges de personnel	178 360 €	167 769 €	Organismes sociaux & aides assimilées	830 €	1 351 €
rémunérations du personnel	129 911 €	120 349 €			
charges sociales	48 449 €	47 420 €			
Autres	- €	- €			
65 - autres charges de gestion courante	7 €	5 €	75 - Autres produits de gestion courante	20 548 €	26 249 €
charges diverses de gestion courante	7 €	5 €	Cotisations générales annuelles	7 260 €	7 235 €
			Dons et libéralités perçus	10 731 €	7 793 €
			Dons Japon	2 550 €	11 214 €
			Produits divers gestion courante	7 €	7 €
66 - Intérêts et charges assimilées	- €	- €	76 - Produits financiers	1 363 €	460 €
Agios, intérêts bancaires, opérations financières	- €	- €			
67 - Charges exceptionnelles	- €	45 €	77 - Produits exceptionnels	- €	- €
charges exceptionnelles		45 €	produits exceptionnels sur opération de gestion	- €	- €
			produits exceptionnels sur opération en capital	- €	- €
68 - dotation aux amortissements et provision	10 927 €	42 915 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	9 020 €	8 000 €
dotations aux amortissements sur immobilisations	3 782 €	3 895 €	reprises provisions fonds dédiés	9 020 €	8 000 €
provisions pour fonds dédiés	7 145 €	39 020 €			
69 - Participation - impôts sur les bénéfices	- €	- €	79 - Transferts de charges & comptes d'ordre	298 €	- €
			transferts de charges d'exploitation	298 €	- €
TOTAL DES CHARGES	272 582 €	284 379 €	TOTAL DES PRODUITS	277 741 €	290 427 €
EXCEDENT	5 159 €	6 048 €	INSUFFISANCE		
86 - Emploi des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature		
860 - Aides en nature	10 125 €	10 360 €	870 - Bénévolat	71 262 €	84 938 €
862 - Prestations			871 - Prestations en nature		
864 - Bénévoles	71 262 €	84 938 €	875 - Dons en nature	10 125 €	10 360 €
TOTAL	359 128 €	385 725 €	TOTAL	359 128 €	385 725 €

Prévisionnel 2013 proposé et voté lors de l'AG du 23 mars 2013

DEPENSES	€	RECETTES	€
60 - Achats	42 625 €	70 - Ventes produits finis, prestations de services	130 040 €
achats d'études, analyses et prestations	14 480 €	produits des activités annexes	16 150 €
achats non stockés de matières & fourniture (N₂ liquide)	5 000 €	<i>Abonnement / vente journaux</i>	3 440 €
Fournitures non stockables (eau, énergie, gaz)	4 300 €	<i>autres (participations aux études, conférences ...)</i>	12 710 €
fournitures d'entretien et petit équip.	9 000 €	prestations de services	113 890 €
fournitures administratives	2 700 €	<i>Etudes et surveillances</i>	82 890 €
autres dépenses (Japon)	7 145 €	<i>Ventes d'analyses</i>	12 000 €
		<i>Dépistage du radon (arrêté du 22 juillet 2004)</i>	19 000 €
61 - services extérieurs	17 980 €	74 - Subventions	133 100 €
locations mobilières et immobilières	15 900 €	Subventions de fonctionnement	6 100 €
entretien et réparations	300 €	<i>Communes</i>	3 500 €
assurances	1 630 €	<i>Départements</i>	2 600 €
documentation	150 €	Subventions d'actions spécifiques (France)	127 000 €
62 - Autres services extérieurs	26 710 €	Collectivités territoriales	32 000 €
rémunérations intermédiaires et honoraires	7 900 €	<i>Départements</i>	9 000 €
publicité, publications	5 300 €	<i>Régions</i>	23 000 €
déplacements, missions et réception	9 870 €	Etat	40 000 €
frais postaux et de télécom	3 350 €	<i>Ministère de l'Ecologie et du Dév. Durable</i>	40 000 €
services bancaires	290 €	<i>Ministère Français des Affaires Etrangères</i>	- €
divers	- €	Autres	40 000 €
63 - Impôts et taxes	13 750 €	<i>Autorité de Sécurité Nucléaire</i>	40 000 €
64 - Charges de personnel	175 515 €	<i>CG29</i>	15 000 €
rémunérations du personnel	126 840 €	Subventions d'actions spécifiques (Japon)	- €
charges sociales	48 675 €	<i>Région Ile de France</i>	- €
Autres	- €	Organismes sociaux & aides assimilées	- €
65 - autres charges de gestion courante	- €	75 - Autres produits de gestion courante	11 800 €
		Cotisations générales annuelles	7 000 €
66 - Intérêts et charges assimilées	840 €	Dons et libéralités perçus	4 800 €
Agios, intérêts bancaires, opérations financières	840 €	Produits divers gestion courante	- €
67 - Charges exceptionnelles	- €	76 - Produits financiers	55 €
charges exceptionnelles	- €	77 - Produits exceptionnels	1 880 €
68 - dotations aux amortissements et provisions	6 600 €	produits exceptionnels sur opération de gestion	- €
dotations aux amortissements sur immobilisations	6 600 €	produits exceptionnels sur opération en capital	- €
provisions pour fonds dédiés	- €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	7 145 €
69 - Participation - impôts sur les bénéfices	- €	reprises provisions fonds dédiés	7 145 €
		79 - Transferts de charges & comptes d'ordre	- €
		transferts de charges d'exploitation	- €
TOTAL DES CHARGES	284 020 €	TOTAL DES PRODUITS	284 020 €
EXCEDENT	- 0 €	INSUFFISANCE	
86 - Emploi des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Aides en nature	10 000 €	870 - Bénévolat	85 000 €
862 - Prestations nature		871 - Prestations en nature	
864 - Bénévoles	85 000 €	875 - Dons en nature	10 000 €
TOTAL	379 020 €	TOTAL	379 020 €

Résultats de 2006 à 2012 / prévisions pour 2013

	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006
DEPENSES	284 020 €	272 582 €	284 379 €	258 791 €	242 306 €	224 455 €	315 917 €	255 524 €
RECETTES	284 020 €	277 741 €	290 427 €	264 258 €	263 361 €	225 452 €	319 602 €	258 242 €
RESULTAT	- €	5 159 €	6 048 €	5 467 €	21 055 €	997 €	3 685 €	2 718 €
REPORTS	43 998 €	38 839 €	32 791 €	27 324 €	6 269 €	5 272 €	1 587 €	- 1 132 €
CUMUL	43 998 €	43 998 €	38 839 €	32 791 €	27 324 €	6 269 €	5 272 €	1 587 €

Le rapport financier est lu par le trésorier de l'ACRO, Claude Ruel :

«Notre situation financière a été saine durant cet exercice 2012 et notre compte de résultats présente en fin d'année un solde excédentaire de 5 159 €. Cela veut dire que nous avons maîtrisé nos dépenses et veillé à nous assurer des recettes en réalisant plusieurs études d'ampleur budgétaire conséquente.

Sans entrer dans trop de détails techniques de comptabilité et de chiffres, certains éléments de nos finances méritent toutefois d'être soulignés.

Karine a maintenu avec rigueur son action quotidienne de suivi comptable et elle a continué d'inscrire cette recherche d'équilibre financier en partageant la réflexion avec Mylène et le CA, dans ce groupe/trio informel ainsi constitué au fil des années et ayant pour production une dynamique qui sert entièrement les intérêts de l'association. A noter qu'à partir du 1er janvier 2013, Karine a pris en charge la réalisation complète des salaires du laboratoire.

Nous n'avons que peu de frais bancaires pour cet exercice (comme en 2011) et nous avons même produit des intérêts financiers du fait d'une gestion rigoureuse.

Dans la colonne de nos charges/dépenses, les écarts entre 2011 et 2012 ne montrent pas de dérèglement particulier ni de points sensibles. L'augmentation des achats en 2012 s'explique par une sous-traitance d'analyses plus importante et une affectation de dépenses pour le Japon.

Par ailleurs et concernant la ligne dotation aux provisions, l'an passé (exercice 2011) y avaient été inscrits en fonds dédiés les 30 000 € de la subvention de l'Ile de France pour l'acquisition d'une spectrométrie gamma destinée au labo Chikurin du Japon. En 2012 ces fonds dédiés ont été reclassés en dettes, sans incidence sur le résultat. Les fonds correspondants figurent en trésorerie à l'actif du bilan dans un compte bancaire dédié au Japon.

L'augmentation des charges de personnel est surtout due au retour d'Aurélié de son congé maternité, l'embauche de Guillaume à mi-temps et aux allocations versées réglementairement aux stagiaires.

Notre volume de charges fixes annuelles représente une dépense de valeur constante depuis quelques années et elles sont maintenant incompressibles sur les montants mais extensibles pour 2013 en indexant le coût de l'inflation, disons 2% annuels. Avec toujours les variables que sont: la sous-traitance, les besoins d'azote, les fournitures d'entretien pour les prélèvements (davantage d'analyses, davantage de matériel).

Pour l'emprunt que nous devons, avec votre accord, mettre en place au cours de l'année pour l'achat de la spectrométrie gamma, les remboursements sur 5 ans par exemple seront environ de l'ordre de 550 € par mois (intérêts et capital), soient 6 600 € annuels à injecter en plus dans ce volume des charges et donc à financer par les recettes d'études et dépistages.

Dans la colonne recettes/produits, une variation est significative: celle de l'augmentation de nos prestations de service (+ 35 000 €) du fait de l'accroissement des études contractuelles et du dépistage Radon.

Pour rappel nous ne bénéficions plus du tout de subventions d'aide à l'emploi, alors que nous recevions encore 12 000 € en 2010. Un manque, entre guillemets, que nous avons donc su compenser par des recettes nouvelles.

Nos prestations vendues ont augmenté de 14,2% cette année. Nous devons continuer dans ce sens même si notre travail de surveillance permanente ne peut pas faire l'objet pour l'instant d'un autre financement que public. Nous continuons de rechercher à être moins dépendants des subventions ce qui veut dire évidemment une somme de travail plus importante à concrétiser pour les salariés en terme d'études et autres prestations. Et à moyen terme la nécessité d'une réflexion sur le développement de nos capacités en ressources humaines à l'échelle de nos besoins dans les offres de travaux à réaliser, d'autant que l'arrivée d'une nouvelle spectrométrie doublera notre potentiel d'outils de mesure.

Concernant les adhésions, elles avaient augmenté de 50% du fait de Fukushima (de 164 à 246 sur 2010/2011) elles se stabilisent à 241 en 2012.

Depuis 6 ans nous menons une politique de revalorisation des salaires. Il me paraît important de continuer cette politique tout en contrôlant au plus juste nos comptes et garder comme points de repère pour les décisions inhérentes l'époque mai/juin et octobre/novembre.

Dans notre budget prévisionnel 2013 nous avons opté pour la reconduction du même montant de la subvention versée par le ministère de l'Ecologie, mais c'est sans garantie du fait de toujours possibles restrictions budgétaires.

Nous devons donc être encore plus prudents durant cette année 2013 car l'ensemble de nos charges devrait légèrement augmenter notamment la sous-traitance et la TVA non déductible.

Je veux par ailleurs souligner, saluer et remercier le travail de tous les salariés qui s'engagent en permanence pour produire un travail de qualité confirmé par notre réussite dans les appels d'offres.

Notre association se montre dynamique et efficace (et elle est maintenant reconnue partout comme telle) grâce également à tout l'engagement des nombreux bénévoles qui œuvrent chaque jour sur le terrain, dans les antennes, dans les groupes de travail, dans les manifestations et animations culturelles et pédagogiques au profit de l'information du public. Sans compter le volume de temps de réunions et de déplacements impartis aux séances de Bureau et de CA pour produire du sens et de l'harmonie dans toute notre activité complexe. Une valorisation du bénévolat qui totalise un peu plus de 80 000 € cette année dans notre compte de résultats.

Les éléments structurels associatifs du domaine financier à soumettre au vote de l'AG:

Nos comptes financiers restent intégralement ouverts à tout moment si vous avez besoin de précisions et après les réponses apportées maintenant aux questions de l'assemblée, je sou mets à votre vote l'approbation de ce rapport 2012 et l'affectation de l'excédent de 5 159 € dans le report à nouveau.

Lors de la précédente Assemblée Générale, mandat avait été donné pour l'accord de la mise en œuvre d'un emprunt bancaire dans l'achat de la spectrométrie destinée à notre labo. Du fait du retard de fabrication nous n'avons pas été livrés de notre commande et nous n'avons donc rien réglé ni rien engagé auprès du Crédit Coopératif. Je demande l'accord de l'assemblée générale pour lancer cet emprunt auprès de notre banque dès la réception de ce matériel en 2013.

Pour l'exercice 2013, je demande également à l'assemblée générale de donner mandat au conseil d'administration pour rechercher les conditions et les possibilités de faisabilité d'achat ou de construction de nouveaux locaux au profit de notre activité associative et laborantine. Pour rappel, depuis 7 ans nous avons réglé plus de 100 000 € de location. Avec la perspective du même montant pour les 7 prochaines années (voire supérieur). Cela vaut effectivement réflexion, que nous comptons mener avec votre accord.»

Après lecture de son rapport, il est également précisé aux membres présents que M. Bex, commissaire aux comptes, certifie que les comptes annuels, qui font ressortir un excédent de 5 159 euros, sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice écoulé.

- **DEUXIEME RESOLUTION :**

Suite à la présentation du rapport financier validé par M. Bex, commissaire aux comptes, et après avoir répondu aux demandes de précisions émanant des adhérents présents, l'assemblée générale approuve à l'unanimité, les documents comptables 2012 tels qu'ils lui ont été présentés.

- **TROISIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale décide à l'unanimité de reporter l'excédent de 5 159 euros sur l'exercice 2013.

- **QUATRIEME RESOLUTION :**

Le Prévisionnel 2013 est adopté à l'unanimité moins une abstention.

- **CINQUIEME RESOLUTION :**

Concernant le recours à un emprunt auprès du Crédit Coopératif pour le financement de la spectrométrie gamma, la décision est adoptée à l'unanimité moins 2 abstentions.

- **SIXIEME RESOLUTION :**

L'assemblée générale de l'ACRO donne mandat au conseil d'administration pour étudier, sans s'engager pour le moment, les possibilités d'achat ou de construction d'un local pour l'association, décision adoptée à l'unanimité.

RAPPORT D'ACTIVITES 2012

Afin de compléter le rapport moral et le rapport financier, les principales actions menées par l'association au cours de l'année 2012 sont présentées :

- Suivi des conséquences de la catastrophe de Fukushima et création du **laboratoire japonais**
- L'**Observatoire Citoyen** de la Radioactivité dans l'Environnement,
- **Expertises et Etudes** (étude sur les niveaux de tritium mesurés dans les piézomètres du Centre de stockage de la Manche (CSM), bilan des niveaux de radioactivité autour du Centre de stockage de l'Aube (CSFMA), étude autour de la Rade de Brest, expertise Belleville-sur-Loire)
- Participation aux **commissions et groupes de travail** (6 CLI basées en Normandie, Inter CLI et groupes permanents ANCCLI, HCTISN, COR de l'IRSN, COPIL RNM, GPMDR, CODIRPA...)
- **Information/ Formations/ Rencontres** (réunions publiques, ciné débats, animations et tenues de Stand, stages de formation pour les préleveurs volontaires...).

Des présentations plus détaillées de l'expertise menée pour le compte de la Commission Locale d'Information de Belleville sur Loire et le Comité d'Orientation des Recherches de l'IRSN ont ensuite été réalisées.

- SEPTIEME RESOLUTION :

Le rapport d'activités a été adopté à l'unanimité moins une abstention.

ORIENTATIONS / PERSPECTIVES et QUESTIONS DIVERSES:

Avec l'arrivée prochaine d'un nouveau détecteur performant, l'ACRO va pouvoir accroître sa capacité de mesure. La question est donc posée, sur quels types d'analyses l'ACRO doit-elle mettre la priorité? Faut-il agrandir le champ géographique malgré les problèmes logistiques que cela peut entraîner? Après discussion, il est proposé dans un premier temps d'élargir les prélèvements actuels aux denrées alimentaires. En effet, pour le moment, le choix des espèces prélevées a été fait en fonction de leurs capacités de concentration des polluants et leur disponibilité tout le long du littoral.

La question d'étendre les capacités de mesure de l'association vers d'autres types d'analyse que la radioactivité est à nouveau débattue. Mais avec l'arrivée d'un nouveau détecteur, le surplus de travail généré par nos activités en France et au Japon, nous n'aurons pas les ressources humaines nécessaires pendant une année ou deux. Nous y réfléchissons à nouveau dans quelque temps. En attendant, il est suggéré de voir si l'on ne peut pas s'entendre avec des associations qui ont une approche similaire à l'ACRO mais sur des pollutions différentes. Ce point va être investigué.

Le sujet de la communication à l'ACRO est un thème récurrent. L'ACRO manque de visibilité selon les adhérents présents. L'association a beaucoup gagné en visibilité depuis la catastrophe de Fukushima, mais pour l'AG, il faut aller plus loin. Il est proposé de créer un groupe de travail sur la communication. Michel LAGRANGE, secrétaire de l'ACRO se propose de le coordonner.

- HUITIEME RESOLUTION :

Suite aux divers échanges, il est proposé de retenir comme priorités :

- élargir les prélèvements de l'environnement aux denrées alimentaires de manière systématique,
- d'étudier le rapprochement avec d'autres associations complémentaires à l'ACRO,
- la création d'un groupe de travail interne sur l'information et sur la communication.

Les débats étant clos, l'assemblée générale approuve ces orientations à l'unanimité.

ELECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pour clore cette assemblée générale, il est procédé à l'élection des membres du Conseil d'Administration.

- NEUVIEME RESOLUTION :

Membres réélus à l'unanimité :

- | | |
|-------------------------|--------------------|
| - BARBEY Pierre | - LAGRANGE Michel |
| - BERTHELOT Jean-Pierre | - LEROY Annie |
| - BLONDEL Yves | - PAJEOT Michel |
| - BOILLEY David | - PARIS Pierre |
| - BOUTE Emmanuel | - RUEL Claude |
| - CORBLET-AZNAR Sibylle | - THIEBOT Caroline |
| - GRUNBERG Serge | - VASTEL Guy |

Membres élus à l'unanimité :

- | | |
|--------------------|------------------|
| - LEVEQUE Stéphane | - PIGREE Gilbert |
|--------------------|------------------|

Membres sortants :

- CORNAC Stéphane

Aucune autre question n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le Président clôt la séance.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par le secrétaire et le président.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Le secrétaire

Le Président